

**N° DP 25/406**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DE 10 000 EUROS A L'ASSOCIATION RESEAU ENTREPRENDRE VAR AU TITRE DE L'ANNEE 2025**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des collectivités territoriales,

**VU** le décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis favorable de la Commission « Attractivité Economique et Développement Numérique » du 3 avril 2025,

**CONSIDERANT** la demande de l'association « Réseau Entreprendre Var » pour l'octroi d'une subvention de fonctionnement de Toulon Provence Méditerranée d'un montant de 10 000 €,

**CONSIDERANT** que l'association « Réseau Entreprendre Var » est membre de la fédération « Réseau Entreprendre »,

**CONSIDERANT** que l'association « Réseau Entreprendre Var » représente un soutien à la création, à la reprise et au développement d'entreprises (PME) par l'octroi de prêts d'honneur et l'accompagnement technique et le suivi gratuit de porteurs de projets,

**CONSIDERANT** que ses objectifs pour l'année 2025 sont les suivants :

- Environ 150 personnes émanant du territoire de TPM reçues ;
- Environ 30 projets étudiés sur TPM dont 15 envoyés en validation ;
- Environ 15 entreprises lauréates sur TPM dont 12 qui seront envoyées en validation ;
- Environ 12 entreprises lauréates sur TPM qui seront financées et accompagnées avec un total de prêts d'honneur de 450 000 euros environ,

**CONSIDERANT** le bilan positif de cette association depuis sa création et son implication toujours plus grande dans la vie économique de la Métropole,

**CONSIDERANT** la convention de subventionnement, ci-jointe,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ALLOUER** à l'association « Réseau Entreprendre Var » une subvention de 10 000 € pour son programme d'actions de l'année 2025.

### **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** les termes de la convention, ci-jointe, selon lesquels l'association « Réseau Entreprendre Var » s'engage notamment à communiquer, régulièrement, à la Métropole Toulon Provence Méditerranée des bilans intermédiaires de son activité sur le territoire de la Métropole.

### **ARTICLE 3**

**DE SIGNER** la convention, ci-annexée.

---

## **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025, article 65748, opération 1239.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes, positioned below the printed name and title.



SEP 10 1902



## CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

ENTRE

**LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET**

**L'ASSOCIATION RESEAU ENTREPRENDRE VAR**

**POUR L'ANNEE 2025**

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée** représentée par son président, Jean-Pierre GIRAN agissant en vertu de la décision Président n° ..... du ..... 2025,

**Ci-après désignée « La Métropole »**

**ET**

**L'Association « RESEAU ENTREPRENDRE VAR »** sise Maison des Technologies - Place Georges Pompidou – 83000 TOULON, représentée par son Président, Monsieur Laurent ROUX, habilité à cet effet par les statuts de l'association

**Ci-après désignée « L'Association »**

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini à l'article 3 de la présente que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

### **Article 2 - Exposé des motifs**

L'Association « RESEAU ENTREPRENDRE VAR » a pour objet de favoriser l'initiative économique, l'émergence de projets de création ou de reprise d'entreprises générateurs d'emplois.

Elle intervient en complément d'autres acteurs de l'aide à la création d'entreprises en se consacrant aux projets de P.M.E..

Elle apporte son soutien par l'octroi de prêts d'honneur à des créateurs et repreneurs d'entreprises et par un accompagnement technique gratuit des porteurs de projets qui sont parrainés bénévolement par des dirigeants d'entreprises.

Compte tenu de l'intérêt que présente l'activité de Réseau Entreprendre VAR dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence « développement économique » de Toulon Provence

Méditerranée notamment en matière de création et d'implantation d'entreprises, cette dernière entend accorder à l'association un concours financier au titre de son fonctionnement.

### **Article 3 – Engagement de l'association Réseau Entreprendre Var**

L'Association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs suivants pour 2025 :

- Environ 150 personnes émanant du territoire de la Métropole reçues ;
- Environ 30 projets étudiés sur la Métropole dont 15 envoyés en validation ;
- Environ 15 entreprises lauréates sur la Métropole dont 12 qui seront envoyées en validation ;
- Environ 12 entreprises lauréates sur la Métropole qui seront financées et accompagnées avec un total de prêts d'honneur de 450 000 euros environ.

[Cliquez ici pour entrer du texte.](#)

### **Article 4 – Engagement de la Métropole**

Sur la base du budget prévisionnel de fonctionnement de l'association Réseau Entreprendre Var pour l'exercice 2025 ci-joint, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir financièrement l'association Réseau Entreprendre Var, au cours de l'exercice 2025, à hauteur de 10.000 euros.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2025, article 65748, opération 15.

### **Article 5 – Modalités de versement**

La participation financière de 10.000 € sera versée à l'Association Réseau Entreprendre Var selon les modalités suivantes :

- 70 % à la signature de la présente convention, soit 7.000 €.
- Le solde, soit 3.000 €, sur présentation des documents suivants, en deux exemplaires :
  - ✓ Un compte-rendu financier signé par le Président et le Trésorier qui devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses et des recettes attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées ;
  - ✓ Un rapport annuel d'activités évaluant l'impact du programme subventionné ;
  - ✓ Le procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant le Conseil d'Administration, visés par le Président et certifiés par le Commissaire aux comptes.

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.



La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **Article 6 – Obligations financières et comptables de l'Association**

L'Association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables et à tenir l'enregistrement de ses engagements.

L'Association s'engage à communiquer à Toulon Provence Méditerranée, au plus tard le 30 juin 2026, le compte d'emploi de la subvention attribuée accompagné du rapport d'activités de l'année écoulée et du rapport financier.

L'Association s'engage à fournir à la Métropole Toulon Provence Méditerranée une copie du bilan et du compte de résultats 2025 et leurs annexes, certifiés conformes par le Commissaire aux Comptes de l'Association.

L'Association s'engage à fournir à la Métropole Toulon Provence Méditerranée un document mettant en exergue la valeur ajoutée apportée par le soutien financier de Toulon Provence Méditerranée en termes d'accompagnement du développement d'entreprises situées sur le territoire de Toulon Provence Méditerranée, d'organisation et de participation(s) à des salons ou événements ou de toute autre action ayant contribué au rayonnement de Toulon Provence Méditerranée. Il s'agira notamment du développement du chiffre d'affaires et de la création d'emplois sur Toulon Provence Méditerranée.

En matière de communication, l'Association s'engage à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site internet [www.metropletpm.fr](http://www.metropletpm.fr) et à faire parvenir à la Métropole au moins un exemplaire de chaque support diffusé.

De plus, l'Association s'engage à informer par courrier ou par tout autre support, ses partenaires situés sur le territoire de la Métropole que Toulon Provence Méditerranée participe financièrement à hauteur de 10.000 € aux actions menées.

L'Association s'engage à informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.

L'Association s'engage à porter à la connaissance de la Métropole tout changement de ses statuts et de l'informer sans délai de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des Associations et de lui transmettre la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

## **Article 7 – Durée et résiliation de la convention**

Cette convention entre en vigueur à compter de la date de sa notification et prendra fin à la date du mandatement du solde.

En cas de non-respect de tout ou partie des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être considérée comme résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi par l'une ou l'autre des parties d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure d'avoir à exécuter lesdits engagements.

## **Article 8 : Contrôles par les services de la Métropole**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

## **Article 9 : Evaluation du projet**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs figurant à l'article 3 de la présente convention. Ces indicateurs devront figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **Article 10 : Sanctions en cas de non-respect des obligations contractuelles**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.



La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

### **Article 11 : Modification de la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification. Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **Article 12 : Assurance et responsabilités**

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

### **Article 13 : Politique de gestion des données personnelles**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

#### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées. Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

#### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

#### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

#### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

#### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

#### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

### **Article 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux, en français, de six pages chacun

A Toulon, le

Pour l'Association Réseau Entreprendre Var

Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Le Président  
Laurent ROUX

Le Président  
Jean-Pierre GIRAN

**Réseau Entreprendre Var**  
**Budget Prévisionnel 2025**

**Budget réalisé**  
**2025**

Lauréats	16
Membres	90
<b>Produits</b>	
Cotisations des adhérents	151 000
Cotisations partenaires locaux	
Collectes et dons	35 000
Autres produits	26 000
Reprise sur provision	
<b>Total des produits</b>	<b>212 000</b>
Subvention Région	10 000
Subvention TPM	10 000
Subvention Esterel Cote d'azur	5 000
Subvention Golfe St Tropez	5 000
Total subvention	30 000
<b>Total produits et subventions</b>	<b>242 000</b>
<b>Charges</b>	
Fournitures	2 500
Loyers	22 500
Maintenance	3 400
Assurances	2 600
Documentation	1 000
Honoraires	4 700
Formation	
Foires et exposition	0
Publicite	2 200
Deplacement / Mission reception	26 000
Telephone	
Frais de poste	
Frais bancaires	1 000
Frais Oseo	9 000
Cotisations	5 000
Charges exercice anterieur	
<b>Total autres achats et charges externes</b>	<b>79 900</b>
Impôts, Taxes et versements assimilés	500
Salaires et charges	159 600
Dotations aux amortissements	2 000
Dotation aux provisions	
<b>Total des charges</b>	<b>242 000</b>
<b>Resultat d'exploitation</b>	<b>0</b>
<b>Résultat Net</b>	<b>0</b>

